



Communiqué de Presse de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

Sidérurgie : les stratégies des multinationales menacent à nouveau l'intégrité du secteur en France !

L'actualité autour de la reprise du site d'Hayange (fabrication de rails de grande longueur), suite à la faillite de British Steel, relance à nouveau, quelques mois après Ascoval, le dossier de la sidérurgie.

On parle bien ici d'actifs stratégiques, avec un contrat reconduit pour 5 ans avec la SNCF, pour des rails de haute qualité, étant donné la nécessité de renouveler le réseau.

D'autre part, de l'avenir d'Hayange dépend celui de l'aciérie d'Ascoval, laquelle prévoit de fournir le site lorrain en « blooms » (barres d'acier brut), dans son programme de montée en puissance.

Toujours sur le ferroviaire, nous dénonçons le désengagement de la SCNF de son fournisseur historique Valdunes, groupe MA Steel (sites de Dunkerque et Valenciennes), pour les roues et essieux. Le gouvernement a-t-il donné son aval à cette décision ? Au profit de qui ?

Le groupe ArcelorMittal, de son côté, poursuit ses opérations de croissance externe, au détriment des investissements en France. Le lancement d'une nouvelle ligne de production à Florange (en réalité la transformation d'une ligne existante) ne peut masquer le reste : menace de fermeture de la cokerie sur le même site, sous-investissement alarmant dans de nombreux établissements, ralentissements et nouveaux arrêts dits « temporaires » de production (Reims notamment), désengagement possible sur certains marchés (branche construction par exemple), écrasement des salaires, etc. Fos sur mer a un besoin criant d'investissements, y compris sur le plan environnemental, et le site de Dunkerque (souvent mis en avant dans la communication du groupe) n'est pas en reste ! Chez APERAM (aciers inoxydables), on n'est guère plus rassuré.

L'avenir des sites d'Ascométal (aciers spéciaux) est également fragile, tandis que le site des Dunes (sur le dunkerquois) est désossé par le repreneur suisse allemand Schmolz Bickenbach, lequel annonce cette semaine un nouveau plan drastique de réduction des coûts.

Quid également des sites et des emplois dans les Hauts de France, au sein des groupes Tata Steel et ThyssenKrupp Steel, qui ont annoncé des plans de suppression d'emplois en Europe ?

Deux missions d'enquêtes parlementaires (au Sénat l'an dernier et à l'Assemblée nationale en 2013) ont conclu que la ligne rouge était dépassée. Les parlementaires ont enjoint l'Etat à reprendre la main sur un secteur jugé stratégique, tant pour ses marchés actuels que pour les besoins importants d'aciers à moyen terme, dans le cadre de la transition énergétique notamment. Dans ce cadre, pour la CGT, il faut, au-delà de la sauvegarde de nos actifs sidérurgiques actuels, réimplanter des capacités de production.

Quelles mesures globales comptent prendre le gouvernement pour sécuriser et relancer le secteur de l'acier, au-delà des interventions défensives, et dans l'urgence, qu'il est amené à prendre dans des cas de figure comme Ascoval, ou actuellement pour le site d'Hayange ? La CGT vient d'adresser un courrier en ce sens au Ministre de l'Economie et des Finances.

Montreuil, le 27 février 2020